

Sujet du mois de mars 2019

Police en crise : quel avenir pour la sécurité nationale ?

Les forces de police sont à bout.

Certains fonctionnaires craquent : le 28 mars, le GIGN a dû intervenir dans l'Oise, pour négocier avec un policier, retranché, seul chez lui et armé. Le 5 avril, deux policiers sont retrouvés morts dans les locaux de la police municipale d'Avignon (Vaucluse), la piste du crime conjugal est privilégiée. L'homme aurait tiré sur sa collègue avant de se suicider. Le nombre de suicides augmente de manière significative depuis le début de l'année dans les rangs. En juillet dernier, un rapport du Sénat faisait déjà état d'une profonde usure psychologique des forces de l'ordre dans l'ensemble des services (police aux frontières, brigade anti-criminalité, CRS, Centres de commandement, brigade des réseaux ferrés). Récemment, une note de la direction de la police nationale a rappelé les consignes en matière de prévention des passages à l'acte et demandant aux policiers, chefs de service et commissaires de police de signaler les collègues en difficulté. Mais cette prévention ne semble pas porter ses fruits.

Début avril, le syndicat Alternative Police-CFDT rapporte que deux policiers se sont donné la mort : l'une à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) et un autre à Alès (Gard), portant à 25 le nombre de suicides depuis le début de l'année, soit un tous les quatre jours.

- 21 mars, à Paris, 12e arrondissement, un policier, agent de la 22e compagnie d'intervention (DOPC), âgé de 29 ans a mis fin à ses jours.
- 16 mars, un policier, père de deux enfants, affecté à la Compagnie de sécurisation et d'intervention de Limay (Yvelines) s'est donné la mort à son domicile de Nezel.
- 14 mars, une militaire de 24 ans de la mission antiterroriste Sentinelle s'est donné la mort avec son arme de service dans sa caserne à l'aéroport de Roissy.
- 5 mars, un officier de la police nationale, père de deux enfants, du commissariat d'Élancourt (Yvelines) s'est donné la mort avec son arme de service.
- 4 mars, un policier de 45 ans, père de famille, se donne la mort avec son arme de service au sein du commissariat de Limoges. « On n'a rien vu venir », a indiqué le directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Vienne, Paul Agostini. Un second fonctionnaire, affecté au commissariat de Dunkerque, s'est, lui aussi, ôté la vie le même jour.

Dans les quartiers, les policiers sont des cibles : guet-apens récurrents, jet de pierres, jet de cocktail Molotov, interpellations à haut risques face à des individus déterminés à commettre des actes criminels contre les forces de l'ordre : 13 mars, quartier du Clou-Bouchet à Niort, des dealers surpris en plein trafic foncent en voiture sur les policiers de la BAC, les contraignant à faire feu.

Passage à tabac et menaces : à Nantes, le 2 février, un policier de la Bac, qui n'était pas en service, a été roué de coups par un groupe de personnes avant de faire usage de son arme de service. Un de ses agresseurs venait de sortir de prison. Un homme a été condamné le 1^{er} février pour menace de viol et de mort à l'encontre d'une policière sur

les réseaux. Deux agents de la Bac ont déposé plainte, cibles de menaces sur les réseaux après la mort de deux jeunes le 2 mars dans un accident de scooter, alors qu'ils tentaient d'échapper à la police dans le quartier Mistral à Grenoble.

Les affrontements sont continuels à chaque acte des « gilets jaunes » et face aux accusations de violences policières, les fonctionnaires réagissent et les vidéos de « leur vision des choses » circulent désormais sur les réseaux. Le 16 février, une violente attaque d'un fourgon, filmée de l'intérieur du véhicule, à Lyon et diffusée par un syndicat policier (Alternative PN) a provoqué l'indignation. Le soutien de la population est tangible et se révèle dans un sondage Elabe du 8 avril, réalisé pour Bfmtv. En dépit des critiques sur les forces de l'ordre depuis la crise des « gilets jaunes », 74 % des Français auraient une bonne image de la police en général.

La police est en crise jusque dans sa hiérarchie. Les violences non maîtrisées du samedi 16 mars (acte XVIII) ont conduit au limogeage du préfet de police de Paris, Michel Delpuech, de son directeur de cabinet, Pierre Gaudin et du directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, Frédéric Dupuch.

Problème de recrutement à l'horizon et risque de grève. En mars, déjà, les souhaits de défection dans les équipes des brigades anti-criminalité de l'Essonne ont augmenté et concerneraient une vingtaine de fonctionnaires. De nouvelles directives leur imposent de patrouiller à trois, rendant impossible la possibilité pour deux équipiers de prendre leurs congés en même temps. Le sacrifice de la vie privée se fait douloureusement sentir. Les fonctionnaires de police seraient de plus en plus nombreux à se tourner vers les entreprises de sécurité privée.

La fin du « grand débat » va arriver dans peu de temps et il faudra prendre en considération les réactions des « gilets jaunes ». Il n'est pas certain du tout que les manifestations vont s'arrêter et les autorités devraient prendre en considération que les forces de police et de gendarmerie vont être sollicitées encore pour de longs mois sans doute.

La police française a dans l'ensemble une bonne réputation en ce qui concerne le maintien de l'ordre, mais il s'agit de techniques qu'il est difficile d'appliquer avec du personnel fatigué et en état de faiblesse nerveuse.

Les auteurs de troubles (black-blocks entre autres) en sont parfaitement conscients. Eux n'interviennent que de temps en temps et il s'agit de gens pas toujours faciles à contrôler lorsqu'on les a laissé venir au contact.